



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 12 – 26 mars 2021

Sommaire

Fait Marquant

- Le Gouvernement publie son accord de transition en mer du Nord

Climat & Energie

- Le Gouvernement annonce qu'il va interdire à partir du 31 mars tout soutien public aux énergies fossiles à l'étranger
- EDF Energy prévoit d'arrêter la centrale à charbon de West Burton A d'ici à 2022
- Imperial College et l'Institution Royale s'associent pour créer un centre de l'innovation pour le changement climatique
- Neutralité carbone : Oxford et ECIU analysent les engagements climatiques des 2000 plus grosses entreprises mondiales
- COP 26 : le prix des chambres d'hôtels à Glasgow inquiète certaines délégations
- Un rapport parlementaire appelle à une action renforcée en matière d'efficacité énergétique des logements

Environnement

- Un quart des britanniques seraient concernés par la pollution de l'air près de leur domicile
- Lancement de consultation pour l'introduction d'une consigne pour les bouteilles et la mise en place d'un système de responsabilisation des producteurs d'emballage
- L'Écosse ouvre un programme de financement pour la plantation d'arbres et les tourbières

Industrie

- La production manufacturière britannique et ses perspectives se sont améliorées en mars
- Le BEIS supprime le conseil de la stratégie industrielle

Transport

- ✦ Le Trésor lance une consultation sur la réduction de la taxe sur les passagers aériens pour les vols intérieurs au RU
- ✦ L'espace aérien britannique va être modernisé pour la première fois depuis les années 1950
- ✦ Les déclarations du Gouvernement ont fait chuter les actions de plusieurs compagnies aériennes
- ✦ Le Gouvernement lance un concours pour financer des projets verts innovants dans le secteur maritime
- ✦ Le Gouvernement investit 54 M£ dans le développement de camions électriques et de bus à hydrogène

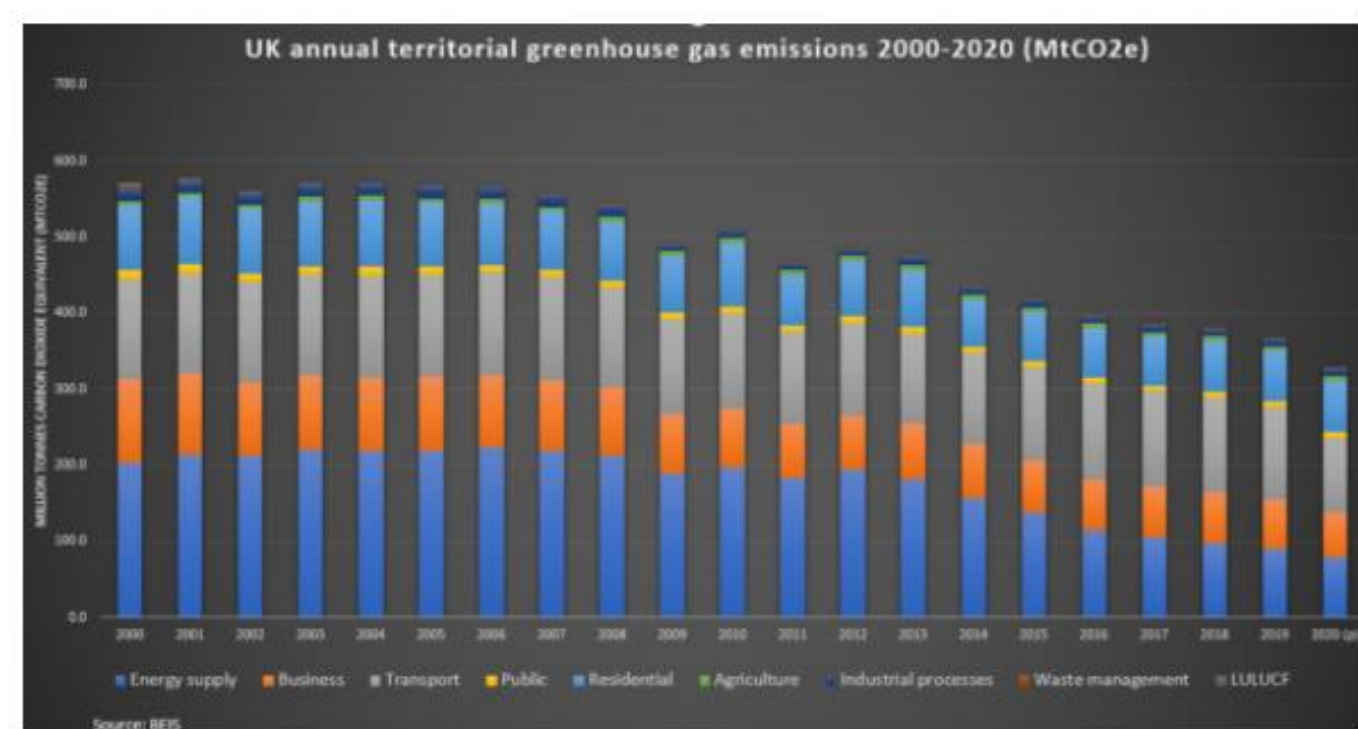
Fait marquant

Le Gouvernement publie son accord de transition en mer du Nord

Très attendu par la filière du gaz et du pétrole durement touchée par les effets de la pandémie, le [North Sea Transition Deal](#) publié par le Gouvernement le 25 mars doit permettre d'accompagner les principaux acteurs de l'*oil and gas* dans leur transition bas carbone tout en maintenant des emplois qualifiés au RU. L'accord prévoit notamment un engagement des entreprises à réduire leurs émissions de carbone de 10 % d'ici à 2025, 25 % d'ici à 2027 et 50 % d'ici à 2030, par rapport à 2018. L'accord mentionne également un investissement conjoint Etat-filière à hauteur de 16 Md£ incluant 3 Md£ pour remplacer les générateurs d'électricité fonctionnant au fioul sur les plateformes par une source d'énergie renouvelable, 3 Md£ pour des solutions de capture et stockage du carbone et jusqu'à 10 Md£ pour la production d'hydrogène. Les entreprises auront comme objectif d'aboutir à 50 % de main d'œuvre locale et travailleront avec un champion de la chaîne d'approvisionnement dans l'industrie, qui sera prochainement nommé. Il assurera la coordination avec les autres secteurs et technologies (CCUS, éolien maritime). S'agissant des permis d'exploration en mer du Nord, ils seront conditionnés au respect d'un *Climate Compatibility Checkpoint* mis en place d'ici la fin de l'année, qui permettra de déterminer si le projet est compatible avec les engagements climatiques britanniques. D'autres paramètres, comme la demande intérieure en gaz et pétrole, les volumes estimés de production et l'essor des ENR seront aussi pris en compte. S'il a été très bien reçu par les entreprises du secteur et la fédération professionnelle *Oil and Gas UK*, l'accord a fait l'objet de critiques des associations écologistes qui ont accusé le Gouvernement de renier ses engagements climatiques.

Graphique de la semaine

Les émissions britanniques auraient baissé de 9% en 2020 en raison de la pandémie selon les données du ministère de l'Economie et de l'Energie qui couvrent la période 2000-2020



Climat & Energie

Le Gouvernement annonce qu'il va interdire à partir du 31 mars tout soutien public aux projets à énergie fossile à l'étranger

Dans [sa réponse](#) à la consultation publique lancée en décembre dernier, le Gouvernement indique qu'il s'apprête à interdire tout soutien public aux projets à énergie fossile à l'étranger dans le but d'apparaître exemplaire en vue du G7 et de la COP 26. Certaines exemptions seront toutefois prévues pour ne pas pénaliser certains acteurs économiques comme les petites et moyennes entreprises, qui auront une année supplémentaire pour se préparer. Le Gouvernement entend également poursuivre le financement d'entreprises ayant un plan crédible de transition bas carbone via la délivrance d'une « *Transition Export Development Guarantee* » par UKEF, l'agence de crédit à l'export britannique. Certains projets gaziers pourront également bénéficier de financements d'UKEF s'ils ne portent pas atteinte aux objectifs climatiques et à la transition vers les énergies renouvelables du pays bénéficiaire.

Le Gouvernement doit publier d'ici le 31 mars 2021, date d'entrée en vigueur de ces nouvelles règles, un document présentant l'ensemble des exceptions à cette interdiction.

EDF Energy prévoit d'arrêter la centrale à charbon de West Burton A d'ici à 2022

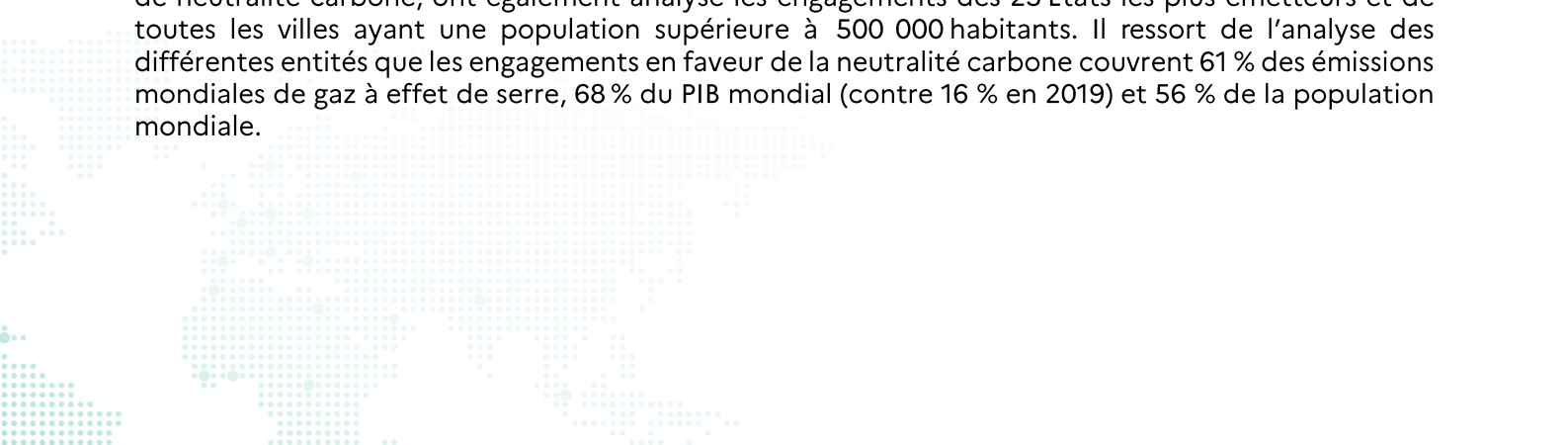
EDF Energy a annoncé qu'il fermerait sa centrale de West Burton A (2 GW) d'ici à septembre 2022, cinquante ans après sa mise en service. Il ne restera alors une seule centrale à charbon en activité (Uniper's Ratcliffe-on-Soar). Le Gouvernement s'est engagé à ne plus avoir de charbon dans le mix énergétique (2 % aujourd'hui) d'ici à octobre 2024 au plus tard. Seules trois centrales à charbon dont West Burton A, Uniper Ratcliffe On Soar et Drax demeurent aujourd'hui en activité. Drax, qui a stoppé toute production d'électricité à base de charbon, conservera toutefois les deux unités de sa centrale jusqu'en septembre 2022 pour respecter ses engagements pris dans le cadre du marché de capacités. Ce marché permet de payer des producteurs en échange d'une garantie de capacités en cas de forte demande. Certains syndicats comme *Prospect Union* appellent à assurer une transition juste notamment pour les employés alors qu'EDF Energy envisagerait également de fermer la centrale à gaz de West Burton B.

Imperial College et l'Institution Royale s'associent pour créer un centre de l'innovation pour le changement climatique

Annoncée la semaine dernière, la création du centre de l'innovation pour le changement climatique ([The centre for climate change innovation](#)) doit permettre de développer, avec l'ensemble de l'écosystème londonien travaillant sur la climat, des nouvelles technologies bas carbone et de travailler sur les politiques publiques en vue de l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050. Le centre sera soutenu financièrement par la ville de Londres et certains donateurs tels qu'*HSBC Octopus Centre for Net Zero, Pollination, Arup* et *Slaughter and May*. Le Prince Charles, très actif sur ces sujets, a lancé en parallèle le 22 mars une nouvelle initiative ([The Resilient Water Accelerator](#)) visant à mobiliser des financements pour améliorer la qualité et la distribution de l'eau dans les régions d'Afrique et d'Asie du sud-est notamment.

Neutralité carbone : Oxford et ECIU analysent les engagements climatiques des 2000 plus grosses entreprises mondiales

Comme le révèle le rapport "Taking stock" publié le 23 mars par l'université d'Oxford et le think tank britannique ECIU, 1/5ème des 2000 plus grosses entreprises mondiales, représentant un chiffre d'affaires cumulé de 14 000 Md\$, se sont déjà fixés un objectif de neutralité carbone. Les auteurs, qui présentent le rapport comme la première analyse systémique portant sur les engagements en matière de neutralité carbone, ont également analysé les engagements des 25 Etats les plus émetteurs et de toutes les villes ayant une population supérieure à 500 000 habitants. Il ressort de l'analyse des différentes entités que les engagements en faveur de la neutralité carbone couvrent 61 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, 68 % du PIB mondial (contre 16 % en 2019) et 56 % de la population mondiale.



✦ COP 26 : le prix des chambres d'hôtels à Glasgow inquiète certaines délégations

Comme le révèle un article de [The Scotsman](#), le prix de certaines chambres et les conditions de réservation, jugés excessives et restrictives, pourraient conduire certains Etats parmi les moins favorisés mais également certaines autorités locales voire des ONG et entités de la société civile, à réduire la taille de leur délégation lors de la COP 26 prévue à Glasgow en novembre prochain dont le format n'a pas encore été totalement arrêté en raison de la pandémie. La COP 26 jugée comme l'événement international le plus important depuis les Jeux Olympiques de Londres en 2012 va par ailleurs nécessiter d'importantes [mesures de sécurité](#) selon la police écossaise.

✦ Un rapport parlementaire appelle à une action renforcée en matière d'efficacité énergétique des logements

L'Environment Audit Committee (EAC) appelle, dans [son rapport](#) « *Energy Efficiency of Existing Homes* » publié le 22 mars, à une action urgente et renforcée du Gouvernement dans le domaine de l'efficacité énergétique des logements en vue de l'atteinte de la neutralité carbone en 2050. La commission parlementaire indique que le Gouvernement aurait sous-estimé de 35 à 65 Md£ le coût de la décarbonation des 19 M de logements qui ne répondent pas à la norme *EPC band C* au RU. Sur les 9,2 Md£ annoncés dans le programme du parti conservateur lors des élections législatives de 2019, seuls 4 Md£ auraient pour le moment été provisionnés. Le *Green Home Grant*, programme phare du Gouvernement en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique des logements lancé en septembre 2019, a fait face à des lourdeurs administratives et seuls 125 M£ ont été dépensés sur les 1,5 Md£ prévus. L'EAC appelle le Gouvernement à revoir les standards en matière d'efficacité énergétique pour y substituer des passeports de rénovation énergétique intégrant des données sur le mode de chauffage et les émissions carbone. Il appelle également le Chancelier de l'Echiquier à mettre en place un taux de TVA réduit de 5 % pour tous les produits et services verts dans le domaine de la rénovation des logements.

Environnement

✦ Un quart des britanniques seraient concernés par la pollution de l'air près de leur domicile

[Des chercheurs de l'Imperial College](#) de Londres ont utilisé des modèles informatiques pour produire des estimations des concentrations de trois polluants toxiques et ont constaté qu'un foyer britannique sur quatre était entouré d'une pollution atmosphérique dépassant les limites de sécurité fixées par l'Organisation mondiale de la santé, principalement pour les particules et le dioxyde d'azote. Les résultats de l'étude ont été compilés dans [une base de données nationale consultable](#), où les particuliers peuvent saisir une adresse pour connaître les niveaux de pollution estimés et recevoir une note de pollution de l'air (faible, moyenne, importante, élevée ou très élevée, toute note supérieure à "moyenne" signifiant que l'adresse dépasse la limite pour un polluant).

permettrait de créer à terme 500 emplois, pourrait être exploitée jusqu'en 2049. Le revirement de position du ministre a été salué par les associations écologistes qui avaient fortement protesté contre sa décision initiale de ne pas s'opposer au projet, choix également contesté au sein même du Gouvernement.

📍 Lancement de la consultation pour l'introduction d'une consigne pour les bouteilles et la mise en place d'un système de responsabilité des producteurs d'emballage

Le ministère en charge de l'agriculture et de l'environnement (DEFRA) a lancé le 24 mars [une consultation](#) visant à introduire un système de consigne pour les emballages de boissons en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. [Une seconde consultation](#) vise à élargir la responsabilité des producteurs d'emballages. Les producteurs d'emballages paieraient ainsi le coût total du traitement des emballages, sur l'ensemble de leur cycle de vie. Le projet vise à encourager les producteurs à utiliser moins d'emballages et à utiliser davantage de matériaux recyclables, réduisant ainsi la quantité d'emballages difficiles à recycler mis sur le marché.

📍 L'Écosse ouvre un programme de financement pour la plantation d'arbres et les tourbières

[L'Écosse](#) a lancé un nouveau programme de prêts pour soutenir les projets de plantation d'arbres sur de petites parcelles en aidant les agriculteurs à assumer une partie des coûts initiaux. Dans le cadre du *Small Woodlands Loan Scheme*, la moitié des coûts associés à la plantation d'arbres, y compris leur achat, la préparation du sol ou l'installation de clôtures, peuvent désormais être payés à l'avance par *Scottish Forestry*. Un fonds de 22 M£ est également disponible pour les agriculteurs et les gestionnaires de terres qui souhaitent entreprendre des projets de restauration des tourbières en Ecosse.

📍 Industrie

📍 La production manufacturière britannique et ses perspectives se sont améliorées en mars

La [production manufacturière britannique](#), bien que globalement stable, a atteint en mars son niveau le plus élevé depuis près de 2 ans (mai 2019) et les perspectives de l'industrie s'améliorent fortement pour les 3 prochains mois, selon la *CBI (Confederation of British Industry)*. Le carnet de commandes total de l'industrie a atteint son meilleur niveau depuis avril 2019 et a gagné près de 20 points entre février et mars 2021, alors que les analystes avaient prévu une augmentation beaucoup plus modeste. Le nouveau dispositif d'amortissement des investissements des entreprises (« [super deduction](#) »), présenté dans le Budget de mars et qui permet un suramortissement de 130 % sur deux ans pour les entreprises s'engageant dans des dépenses d'installations, de machines et d'équipement au RU, pourrait contribuer à renforcer l'optimisme du secteur industriel. Ces progrès sont cependant fragiles

selon la *CBI*, notamment en raison de la pénurie de conteneurs et de la hausse des coûts de fret qui impactent les chaînes d'approvisionnement et des difficultés des entreprises liées à l'application de l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le RU. La *CBI* souligne qu'il est important que le Gouvernement continue à soutenir le secteur au cours des prochains mois.

Le BEIS supprime le conseil de la stratégie industrielle

Le Ministère de l'Economie et de l'Energie (BEIS) a fermé sa Direction de la stratégie industrielle (*industrial strategy directorate*) et a supprimé le Conseil de la stratégie industrielle ([Industrial Strategy Council](#)), organe consultatif en charge de superviser la [stratégie industrielle](#) mise en place en 2017. Après avoir annoncé un « rafraîchissement » de cette stratégie en 2021, le Gouvernement l'a remplacé début mars par un [Plan for Growth](#), dont le [rapport annuel](#) du Conseil de la stratégie industrielle soulevait trois limites : un manque de hiérarchisation des priorités, une centralisation trop poussée et une évaluation inadéquate. La suppression du Conseil soulève plusieurs questions, reprises notamment dans un [rapport](#) publié ce mardi sur le développement du vaccin contre la Covid d'AstraZeneca, dans lequel le Conseil expose les leçons durables du modèle sur lequel il se fondait, et qui risquent désormais, selon lui, de manquer.

Transport

Le Trésor lance une consultation sur la réduction de la taxe sur les passagers aériens pour les vols intérieurs au RU

Le Trésor a lancé ce mercredi une [consultation](#) sur la réduction de la taxe sur les passagers aériens (*Air Passenger Duty, APD*) pour les vols intérieurs. L'APD est une taxe prélevée sur chaque passager des vols au départ du RU, fixée en fonction de la classe de voyage et de la distance parcourue. L'annonce faite à ce sujet début mars (veille n°10) avait été mal accueillie par plusieurs [associations de défense de l'environnement](#), qui déclaraient que cette nouvelle mesure était « absurde » et « inconcevable » face aux défis du changement climatique. Pour répondre à ces critiques, le Gouvernement propose d'introduire des tranches supplémentaires pour la tarification de la taxe (il n'existe actuellement que deux tranches, pour les trajets de moins et de plus de 2 000 miles) afin de lutter contre les émissions de CO2 des vols long-courriers. Il pourrait introduire deux tranches supplémentaires, pour les trajets de 4 000 à 6 000 miles et ceux de plus de 6 000 miles, ou une seule nouvelle tranche pour les trajets de plus de 5 500 miles. L'impact de ces modifications sur les émissions de CO2 des vols long-courriers est cependant [remis en question](#) par l'*Energy and Climate Intelligence Unit* ([ECIU](#)).

L'espace aérien britannique va être modernisé pour la première fois depuis les années 1950

Le Gouvernement a [annoncé](#) le 19 mars un investissement de 5,5 M£ dans un fonds de modernisation du réseau des routes aériennes britannique (*UK's « motorways in the sky »*). Avant la pandémie de Covid-19, l'espace aérien du RU comptait environ 7 000 avions par jour, qui dépendaient d'un réseau complexe de routes, leur permettant d'évoluer en toute sécurité. Or, ces trajectoires de vol ont été tracées il y a plusieurs décennies, et leur multiplication ainsi que la croissance de la demande ont

entraîné une hausse des retards, du bruit et de la pollution. Le fonds permettra de développer un espace aérien efficace, aidera les aéroports à développer des solutions pour optimiser la gestion de leurs créneaux d'atterrissage et permettra aux compagnies aériennes d'offrir des vols plus rapides, plus silencieux et plus écologiques. Le fonds sera ouvert à tous les aéroports impliqués dans la Stratégie de modernisation de l'espace aérien ([Airspace Modernisation Strategy](#)) de 2018, qui a été [mise à jour](#) en mars 2021.

✦ Les déclarations du Gouvernement ont fait chuter les actions de plusieurs compagnies aériennes

Les actions de plusieurs compagnies aériennes européennes ont chuté ce lundi, alors que le Gouvernement britannique a [averti](#) sur les risques liés à l'augmentation des cas de coronavirus sur le continent et indiqué qu'il était [trop tôt](#) pour commencer à réserver des voyages internationaux pour l'été. Le Premier Ministre Boris Johnson a également annoncé ce mercredi qu'une décision pourrait devoir être prise « très bientôt » quant à l'imposition de [mesures frontalières plus strictes](#) vis-à-vis de la France, en raison des inquiétudes suscitées par la propagation des variants de la Covid-19. Les actions du groupe IAG, propriétaire de *British Airlines*, *Iberia* et *Aer Lingus*, ont chuté lundi de 8 %, celles de *Jet2*, de 7 %, et celles d'*EasyJet* et *Ryanair*, respectivement de 5 % et 3 %. Le *Financial Times* rappelle que les actions des compagnies aériennes ont dans l'ensemble fortement progressé cette année, les investisseurs pariant sur la reprise du secteur aérien. Certaines compagnies ont également profité de l'enthousiasme des investisseurs pour renforcer leurs finances : la semaine dernière, le groupe IAG a notamment levé 1,2 Md€ dans le cadre d'une émission obligataire.

✦ Le Gouvernement lance un concours pour financer des projets verts innovants dans le secteur maritime

Le Gouvernement a lancé ce lundi un [concours](#) visant à financer à hauteur de 20 M£ des projets verts innovants dans le secteur maritime, tels que des navires zéro-émissions et des infrastructures portuaires propres, qui pourraient par la suite être déployés à grande échelle. Il a également annoncé le lancement d'une étude menée en partenariat avec *Carbon Trust* sur l'atteinte du *Net Zero* dans le secteur des bateaux de plaisance. L'impact environnemental du secteur maritime, qui transporte en volume environ 80 % du commerce mondial, fait l'objet d'une attention croissante. Selon un [rapport](#) publié par l'Organisation maritime internationale (OMI) en août 2020, les navires auraient émis un milliard de tonnes de CO2 en 2018, représentant 2,89 % des émissions de CO2 dans le monde, contre 2,76 % en 2012.

✦ Le Gouvernement investit 54M£ dans le développement de camions électriques et de bus à hydrogène

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie, Kwasi Kwarteng, a annoncé ce lundi le lancement d'un [financement](#) de plus de 54 M£, coordonné avec l'*Advanced Propulsion Centre (APC)*, pour le développement de la nouvelle génération de camions électriques et de bus à hydrogène. [3 projets](#) seront soutenus par le Gouvernement : (i) 31,9 M£ seront dédiés au développement de systèmes de propulsion électrique pour les poids lourds à Cwmbran, au Pays de Galles, (ii) 11,3 M£, au développement et à la production de technologies issues du sport automobile pour favoriser les

économies d'énergie des voitures et des camionnettes, dans le Warwickshire, et (ii) 11,2 M£ au développement de piles à combustible hydrogène à faible coût pour les bus, ainsi qu'à la création, avec *Wrightbus*, d'un centre d'excellence dédié à l'hydrogène à Ballymena, en Irlande du Nord. Ces financements, annoncés une semaine après le lancement de la stratégie *Bus Back Better*, devraient permettre, selon le Gouvernement, de créer près de 10 000 emplois au Royaume-Uni et d'éviter 45 millions de tonnes d'émissions de CO₂, soit les émissions que produisent 1,8 million de voitures durant leur cycle de vie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Houel, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner :

londres@dgtrésor.gouv.fr